



Compte rendu CT CESNAC du 24 mars 2015

Présent représentants Administration :

- J. Journet (Chef de centre)
- M.Baixas (Adjoint Chef de centre)
- MB.Menjot
- J.Beijard
- R.Szpak
- MJ.Hirigaray
- JC.Ganzenmuller
- A.Roy (présent le matin seulement)

Présent représentants des personnels :

- UNSA IESSA et UTCAC
S.Bouillot (Titulaire) UNSA IESSA
M.Vicente (Titulaire) UNSA IESSA
B.Chibane (Titulaire) UTCAC
N.Guiot (Suppléant) UNSA IESSA → secrétaire de séance coté OS
F.Delage (Suppléant) UNSA IESSA
- USAC-CGT
A.Marc (Titulaire)
- FEETS-FO
JM.Demars (Titulaire)
P.Reilhan (Suppléant)

Début de séance :

0. approbation de l'ordre du jour :

Le Chef de centre J.Journet demande s'il y a des remarques concernant l'ordre du jour.

- La CGT fait remarquer que le titulaire de la CGT a fait une demande le 5 mars de modification de sa vacation de nuit pour être présent au CT. En 15 jours cela n'a pas été fait → comment l'administration compte faire pour remplacer un superviseur au pied levé puisqu'elle est déjà incapable de le faire avec un préavis de 15 jours.

→ Réponse de l'administration, c'est conjoncturel. En temps normal cela doit fonctionner (il faut faire un envoi au chef de centre, son adjoint et le chef de div et de sub technique).

FO fait remarquer que la population du CESNAC vieillit (pb de santé), projets de + en + nombreux et contrainte de + en + forte (réunion, formation), donc pb de remplacement au pied levé.

- L'UNSA fait la remarque que ces questions diverses n'apparaissent pas dans l'ordre du jour. Si la majorité des OS sont d'accord sur certaines questions elles doivent apparaître dans l'ordre du jour et non dans les questions diverses.



→ L'administration va voir ce qu'elle peut faire.

L'UNSA insiste pour les voir apparaître dans l'ordre du jour conformément au décret.

→ L'administration va prévoir un point avec les OS pour corriger cela (solution : envoi des questions + de 15 jours avant la date du CT).

1. approbation du compte-rendu du CT précédent :

RAS

2. suites données au CT précédent :

- Un titulaire de l'UNSA/IESSA (M. Vicente) confirme qu'il travaille sur un document (10 planches powerpoint) présentant ce qu'il est nécessaire de faire pour l'introduction de nouveaux systèmes opérationnels (étude de sécurité). Il est en contact avec MSQS (Joël Faucon)
- Question sur les cours d'anglais :
 - Pourquoi des créneaux entre 12h et 13h → réponse, c'est une demande de certains agents
 - FO redemande le positionnement de l'administration vis à vis du niveau d'anglais nécessaire pour effectuer le métier d'IESSA → réponse, il n'y a pas d'exigence de maintien d'un niveau pour conserver la licence.
 - MJO indique que tous les IESSA volontaires ont été intégrés dans le cycle de formation. Les demandes de chaque agent ont été respectées (l'anglais technique n'a pas été demandé).
 - L'administration ne veut pas s'engager dans une exigence de niveau non obligatoire mais peut faire un bilan sur le service offert actuellement.
L'offre actuelle répond à la demande exprimée coté superviseur
 - groupe du lundi → 5 personnes
 - groupe du mardi → 2 personnes (veulent passer le TOEIC)
 - groupe du jeudi → 3 personnes

3. bilans 2014 :

- bilan formation :
2 personnes ont utilisé du DIF en 2014
FO redemande une nouvelle fois qu'il y ait un budget pour le DIF ce qui n'est toujours pas le cas actuellement, car les personnels ne peuvent pas profiter pleinement de cette opportunité étant donné que seules les formations « métiers gratuites » sont accordées pour le DIF.
L'UNSA demande que le bilan soit fait aussi par corps.
- plan d'action :
 - Page 2 « amélioration de l'utilisation de la STC » → nouvelle recrue dans la QS qui va permettre de remettre ce point à l'ordre du jour en 2015.
 - L'UNSA demande qu'apparaisse officiellement sur le PV que la STC n'est pas actuellement en service au CESNAC.
 - Page 4 l'UNSA fait remarquer que dans la section « Service Opérateur », l'action n'est pas encore terminée.
 - Page 4 dans la partie RENAR-IP, le point poursuite du déploiement RENAR-IP n'est pas terminé, il reste 2 PA à raccorder (donc opération réalisée à 98% seulement). FO fait remarquer que cette action ne doit pas être mentionnée comme terminée → il sera marqué au compte rendu qu'il reste 2 PA à raccorder.



- budget :RAS
- convention dialogue social : accord pour reconduire le même budget.

4. point d'avancement instructeur licence et ATSEP :

- Les instructeurs Licences :
 - L'UNSA demande les documents de référence listant les codes utilisés dans la fiche de poste dans le champ référence (G31).
 - L'UNSA insiste pour que les chefs de sub Systèmes, Réseaux et CF soient impliqués en amont du processus de motivation du candidat.
 - L'Administration retient le fait que le candidat doit solliciter un entretien avec les chefs de sub concernées. Elle propose de lancer les candidatures vers début avril (pendant 4 semaines) puis convocation de la CLPT en mai.
 - Les OS sont chargées de fournir les noms des représentants au CLPT (1 représentant par OS minimum). Envoyer les noms au chef de la division CQF (J.Beijard) et au chef de la division Technique (MB.Menjot).
- Les instructeurs ATSEP :
 - mise en place effective à compter du 1^{er} juillet.
 - L'UNSA et FO font état d'un agacement des IESSA face au fait que tous IESSA dispensant des formations doit être instructeur ATSEP. Depuis la sortie de la note DSNA (2007) cela fait un manque à gagner du taux 11 → Mouvement social possible.

5. points d'information :

- Réaménagement locaux supervision (chargé de l'étude : une personne de la sub système A.Capdevielle et une de la sub réseaux L.Guidéz)
 - Phase synthèse des questionnaires en cours puis présentation au superviseur pour validation puis présentation à l'Administration + CDF de cette version validée.
 - Planning à recaler du au retard pris lors du dépouillement des sondages
 - Présentation à un comité de pilotage pour expression de besoin (prévu initialement à la fin du 1^{er} trimestre 2015)
- 4Flight

Les OS insistent sur le fait de bien prendre en compte dès maintenant, la surcharge de travail induit par l'arrivée de 4Flight au niveau des subs Etudes et Technique. FO insiste fortement sur le fait qu'il y a un manque d'attractivité sur les postes en sub Etude et que si une des personnes de cette sub tombe malade, cela va rendre très compliqué les modifications et tests CA incessants avec les centres.
- Datalink
 - Implémentation européenne repoussée à février 2018 et au CESNAC fin 2016.
Pour le 30/06/2015 avec 4 CRNA et les antennes SITA
Pour le 31/12/2016 avec les antennes DSNA
 - Appui par le prestataire DayLight
 - Supervision :
 - prise en compte d'un certain nombre de FFT pour installation semaine 14
 - non prise en compte du besoin d'avoir une séparation du métier Système et Réseaux. DTI ne sait pas faire en temps et en heure.
→ hors de question de prendre en compte une supervision merdique pour quelques mois. DTI avait promis une supervision capable de gérer 2 profils faute d'avoir 2 serveurs, 1 par métier.
 - Le projet ne prévoit pas de rattacher la supervision à la STC.
- Mise en place de l'expertise SSI au CESNAC.



- Nous sommes toujours dans les conditions du CT du 18/09/2014, l'Administration est en train d'élaborer une reconnaissance de l'expertise sur les fonctions d'analyse de niv 2. Proposition au CSP du 10 avril 2015 par l'Administration.
- L'UNSA IEISSA fait remonter que son BN n'y croit plus et que les agents sont démotivés après tant d'années d'attente. Le Chef de centre J.Journet explique que cela a été un problème contextuel national lié à beaucoup de paramètres mais que cela va arriver.
- Activation CA : mise en place d'un suppléant.
 - FO demande qu'avec cette proposition la procédure de CA disparaisse du MDS étant donné que cette opération n'est plus du ressort du superviseur.

6. question diverses :

- La CGT pose la question sur le fait que la présence de personnes extérieures au CESNAC en salle calcul sans prévenir le superviseur est conforme aux mesures VIGIPIRATES ?
→ Affichage sur les portes pour demander à la personne de se présenter aux superviseurs.
- Les OS demandent à l'Administration de se positionner clairement sur les interventions programmées SFR. L'administration (et les OS) ne se satisfait pas de la procédure du superviseur qui doit passer par l'IP pour annuler un TP SFR si besoin est.
- MIST :
 - Il n'a pas été retrouvé de demande sur la mise en place de MIST de la part des superviseurs (MIST a été demandé lors de la genèse de RENAR-IP)
 - Demande de l'UNSA du retrait de MIST afin de retravailler l'information, la formation et la nécessité de MIST
→ proposition de l'Administration de ne plus l'utiliser le temps de faire un GT pour décider de son avenir, de ce qui manque, la charge de travail etc...

